

## Résumés

---

### **1. La perspective du *care* ou la politique des autres**

Pascale Molinier

Cet article situe la perspective du *care*, et plus particulièrement celle de « l'école française du *care* » telle qu'elle s'est développée depuis 2005, dans le champ plus large des théories féministes. Il discute de la place marginale que celles-ci ont longtemps accordée aux affects et aux activités féminisées de l'espace privé. L'autrice revient sur la difficulté de traduire le mot anglais et souligne l'importance d'une « perspective » orientée vers une nouvelle figure du prolétariat : les travailleuses du *care* – souvent femmes et migrantes. Elle développe ensuite les articulations entre travail et éthique, pour conclure sur ce qui n'est pas le *care*, à propos de certaines techniques de vente. L'article en son entier insiste sur la dimension critique et politique du *care*.

### **2. Des biens communs au commun**

Etienne Verhaegen

Cette contribution propose de poursuivre un travail épistémique autour de l'idée de « commun » en en dégagant les différentes approches et finalités, de même que les courants de pensée dans lesquelles elles s'inscrivent. Pour ce faire, elle adopte une approche lexicographique, en repartant des termes communément utilisés : biens communs, bien commun, *commoning* et commun. Elle soutient qu'il n'y a pas de superposition de ces syntagmes, mais plutôt qu'ils reflètent une progression dans la construction de l'idée de commun – où chaque stade se nourrit du précédent, lui donne sa raison d'être et l'élargit. Elle en conclut qu'on ne peut épuiser le défi de l'avenir des communs au seul développement d'un ensemble de pratiques sociales unifiées par la volonté de l'« agir les uns avec les autres » ou l'« agir les uns pour les autres ». Il doit déboucher sur des questions de réinterprétations juridiques et constitutionnelles, de rééquilibrages des rapports entre le privé et le public, et de contrôle démocratique des institutions.

### **3. De nouveaux indicateurs de richesse au service d'une société post-croissance**

Dominique Méda

Cet article revient sur la construction du PIB et le fait qu'il est devenu l'indicateur universel de référence pour comparer les performances des pays. Par construction, cet indicateur censé représenter la richesse d'une société et son progrès occulte pourtant toute une série d'activités essentielles à la reproduction de celle-ci – de même que les éventuels dégâts apportés aux patrimoines essentiels (social et naturel) par le processus de croissance. Après avoir rappelé les limites du PIB et les dégâts de la

croissance, l'article s'interroge sur les reconceptualisations préalables nécessaires à l'adoption de nouveaux indicateurs de richesse.

#### **4. Pour un revenu de base inconditionnel, clé de voûte d'un nouveau pacte social**

Philippe Defeyt

L'article de Philippe Defeyt avance et développe l'idée d'un revenu de base, inconditionnel, dans une triple perspective.

1. Donner une plus grande autonomie aux personnes pour organiser au mieux, dans de bonnes conditions, leur participation et leur implication dans trois types d'activités :

- le travail accompli dans l'emploi, parce qu'il faut faire vivre la société ; chacun d'entre nous doit mettre la main dans le cambouis ; l'emploi est générateur de lien social, de productions marchandes et non marchandes, d'innovations, de progrès ;

- le travail accompli dans ce que les Anglo-Saxons appellent le care (ou les « soins ») : éducation des enfants, soins aux personnes âgées, activités domestiques ;

- enfin, et c'est ici qu'un revenu de base prend tout son sens, il faut donner les moyens de mener à bien des activités, de quelque nature que ce soit, choisies en toute autonomie.

2. Favoriser les transitions : individuelles (changement de métier, évolutions dans la vie privée) et collectives (transitions sociétale et écologique).

3. Moderniser et renforcer la protection sociale.

#### **5. L'économie solidaire. Utopie du possible**

Jordi Estivill

Cet article tâche de réfléchir sur cette utopie du possible que propose l'économie solidaire. La dimension utopique de l'économie solidaire s'enracine dans la Renaissance, prend force dans le dix-neuvième siècle, et réapparaît avec la résurgence des vingt dernières années du vingtième siècle lorsqu'elle ne se reconnaît pas dans l'économie sociale traditionnelle. Cette dimension utopique se constitue comme un horizon du possible qui s'éloigne au fur et à mesure que l'on s'en approche. C'est une utopie qui « sert à marcher » aux milliers d'expériences qui foisonnent partout en tâchant de construire une nouvelle façon de concevoir la société et l'économie. Il s'agit bien d'une utopie du possible qui veut devenir une *Eutopia*, car elle tient à avoir une place au sein des acteurs qui veulent transformer le monde.

#### **6. Une nouvelle utopie productive ? Économie collaborative, éthique contextuelle et critique sociale**

Marc Zune, Matthieu de Nanteuil

Les formes d'activité rangées derrière le label d'économie collaborative sont hétérogènes, mais sont défendues par leurs protagonistes comme porteuses de

nouvelles utopies. L'analyse proposée vise à catégoriser cette variété au travers de trois formes (nommées production coopérative, prestations à la demande et usage partagé), et de montrer que celles-ci reposent sur des soubassements normatifs spécifiques. Cette analyse nous permet ensuite de faire ressortir des enjeux de justice renouvelés dans ces nouveaux contextes de travail. Et de plaider pour une éthique contextuelle appelant de nouvelles modalités d'intervention publique ajustées à des normes de justice plurielles.

## **7. Tous contributifs ? Vers une société multiactive !**

Bernard Fusulier, Chantal Nicole-Drancourt

La notion de société multiactive renvoie à un régime d'activité de type nouveau. L'ancien est celui dans lequel nous vivons encore aujourd'hui : c'est un régime qui se caractérise par l'adossement de la définition de l'activité sur un et un seul signifiant : l'emploi. Ce référentiel d'organisation du régime d'activité a permis de construire la société salariale, mais il montre aujourd'hui ses limites dans un contexte structurel et culturel en changement profond. Face à la nécessité d'une réelle disruption, les auteurs proposent, à partir d'une approche genre, un scénario alternatif de l'organisation sociétale : la société multiactive, qui s'enracine dans des pratiques individuelles et institutionnelles innovantes déjà à l'œuvre. Il s'agit alors de repenser le logiciel social en vue de reconnaître la contribution de chacun.e aux activités productrices à la fois de biens communs et de bien-être, sans qu'aucune ne soit distribuée en fonction du genre.

# Summaries

---

## **1. The care perspective, or the politics of responsibility towards others**

Pascale Molinier

This article considers the care perspective, and more particularly that of the “French school” of care as it has developed since 2005 within the larger field of feminist theories. It discusses the marginal place that for a long time those theories ascribed to the feelings and actions that are considered as “women’s business” belonging to the private sphere. The author notes the difficulty of translating into French the English expression “care”, and emphasizes the need to turn our attention to a new member of the proletariat, the care worker who is often a woman and a migrant. She goes on to develop the connections between care work and ethics, and draws conclusions about what is not really care work at all, with reference to certain sales techniques. The article as a whole insists on the political and critical dimension of care.

## **2. From common goods to the “common”**

Etienne Verhaegen

This contribution aims to engage in an epistemic work around the idea of the “common” by distinguishing between different ideas and finalities and the currents of thought in which they belong. To do so it takes a lexicographical approach, sorting out the terms in common use: common goods, the common good, commoning, common. It maintains that these syntagms are not superimposed on one another, but rather that they reflect a progress in the building-up of an idea of the common, where each stage is fed by the preceding one, explaining and broadening it. It draws the conclusion that the challenge of securing the common good is not to be met only by developing social practices “with one another” or “for one another”. It must lead on to a reinterpretation of juridical and constitutional issues, a rebalancing of relations between the private and the public, and the democratic control of institutions.

## **3. New indicators of wealth at the service of a post-growth society**

Dominique Méda

This article reconsiders the composition of the GNP and the way in which it has become the universal index of reference with which to compare national performances. By its construction this index, which is deemed to represent the wealth and progress of a society, in fact occludes a whole range of activities which are essential to their reproduction. It also hides the possible damage inflicted on its essential heritage, both social and natural, by the process of expansion. Having recalled the limits of the GNP and the harm caused in the course of growth, the article goes on to inquire into the

new conceptualizations needed to prepare for the adoption of new indicators of wealth.

#### **4. In support of an unconditional basic income as the keystone of a new social pact**

Philippe Defeyt

The article puts forward and develops the idea of an unconditional basic minimum income with three standpoints in view.

1. In order to give people greater independence to pursue three kinds of economic activity:

◦ There must be paid employment by which society has to live. Each of us has to get his or her hands dirty! Employment generates the social bond, marketable and non-marketable products, innovation and progress.

◦ Work in the field of care – education and childcare, elderly care, domestic work.

◦ Finally - and it is here that the basic income takes on its full meaning – we need to provide the means for everyone to pursue activities of every kind according to their own free choices.

2. In order to promote changes of direction, both by individuals (career change, in private life) and by groups (social and ecological transitions).

3. In order to modernize and strengthen welfare provision.

#### **5. A solidarity economy – a Utopia that is possible**

Jordi Estivill

This article sets out to reflect on the “Utopia of the possible” offered by a solidarity economy. This Utopian dimension took root in the Renaissance, gained strength in the 19th century, and reappeared with the resurgence of the last 20 years of the 20th century, when it could no longer see itself reflected in the traditional economics of society. This Utopian dimension takes the form of a horizon that recedes the nearer one approaches. It's an Utopia which provides the driving force of a thousand experiences proliferating everywhere in the attempts to conceive of new ways for economics and society. It really does consist in a Utopia of the possible, one that wants to become a Eu-topia or locus of well-being, and to take its place amongst the players who desire to transform the world.

#### **6. A new productive Utopia? Collaborative economy, contextual ethics and social critique**

Marc Zune, Matthieu de Nanteuil

The forms of activity ranged behind the label of collaborative economy are very mixed, but are defended by their protagonists as bearers of new Utopias. The analysis set out here aims at categorizing each variety by means of three forms, namely cooperative production, performance on demand, and shared use, and to show that

these are based on specific normative foundations. Next this analysis allows us to bring out issues of justice that reappear in new contexts of work, and to plead for a contextual ethics calling for new methods of public intervention adapted to all the different norms of justice.

## **7. Can everyone become a contributor, in pursuit of a multiactive society?**

Bernard Fusulier, Chantal Nicole-Dancourt

The notion of a multiactive society refers to a new type of activity regime that would follow on the one in which we still live today, where the definition of activity rests on a sole signifier, employment. That system of references has permitted the construction of a labor society, but today its limitations in a structural and cultural context in process of profound change are becoming evident. Faced with the need for real disruption, the authors propose, from a gender approach, an alternative scenario of the societal organization: the multiactive society, which is rooted in innovative individual and institutional practices already in place. It is then a question of rethinking the social software in order to recognize the contribution of each one to the activities producing both common goods and well-being, without any being distributed according to gender.

## Resúmenes

---

### **1. La perspectiva del cuidado o la política de los demás**

Pascale Molinier

Este artículo sitúa la perspectiva de los cuidados, y más particularmente el de la "escuela francesa del cuidado", tal y como se desarrolló desde 2005, en el campo más amplio de las teorías feministas. Discute el lugar marginal que se ha otorgado durante mucho tiempo a la cuestión de los afectos y a la feminización y relegación del cuidado al ámbito privado. La autora discute la dificultad de traducir esta palabra en inglés y subraya la importancia de una "perspectiva" orientada hacia una nueva figura del proletariado: los trabajadores del cuidado, a menudo mujeres y migrantes. Posteriormente desarrolla las articulaciones entre trabajo y ética, para concluir analizando lo que no es cuidado, esto es, ciertas técnicas de venta. El artículo insiste en la dimensión crítica y política del *cuidado*.

### **2. De los bienes comunes a lo común**

Etienne Verhaegen

Esta contribución propone profundizar en un trabajo epistémico acerca del concepto de "común", que parta de una discusión de los diferentes enfoques y objetivos, así como las corrientes de pensamiento en las que se engarzan. Para ello, adopta un enfoque lexicográfico, a partir de los términos comúnmente utilizados: bienes comunes, bien común, comunal y lo común. Argumenta que estos sintagmas no son sinónimos, sino que reflejan una progresión en la construcción de la idea de lo común, en donde cada etapa se alimenta de la anterior, le da su razón de ser y lo amplía. Concluye planteando que el desafío al que se enfrentan los bienes comunes no se puede reducir al mero desarrollo de un conjunto de prácticas sociales que comparten la voluntad de "actuar los unos con los otros" o "actuar los unos por los otros". Debe conducir a reinterpretar legal y constitucionalmente el equilibrio de la relación entre lo privado y lo público, y el control democrático de las instituciones.

### **3. Nuevos indicadores de riqueza al servicio de una sociedad post-crecimiento**

Dominique Meda

Este artículo analiza la construcción del Producto Interior Bruto (PIB) y el hecho de que se haya convertido en referencia universal para comparar el rendimiento de un país. Este indicador, socialmente construido que representa supuestamente la riqueza de una sociedad y su progreso, invisibiliza sin embargo la existencia de una serie de actividades esenciales para la reproducción de esta sociedad, así como el posible deterioro ocasionado a los patrimonios esenciales (sociales y naturales) por parte de este proceso de crecimiento. Después de recordar los límites del PIB y los efectos

negativos del crecimiento, el artículo plantea las reconceptualizaciones previas necesarias para la adopción de nuevos indicadores de riqueza.

#### **4. Por un ingreso básico incondicional, piedra angular de un nuevo pacto social**

Philippe Defeyt

El artículo de Philippe Defeyt desarrolla la idea de un ingreso básico e incondicional desde una triple perspectiva:

1. Proporcionar mayor autonomía a las personas para organizar más adecuadamente y en buenas condiciones su participación e implicación en tres tipos de actividades:

- el trabajo realizado en el empleo, ya que permite funcionar a la sociedad. Cada uno de nosotros debe contribuir, ya que el empleo genera vínculos sociales, productos mercantiles y no mercantiles, innovación, progreso.

- el trabajo realizado en lo que los anglosajones llaman el cuidado (o los "cuidados"): educación de los niños, cuidado de los ancianos, actividades domésticas.

- finalmente, y es aquí donde un ingreso básico toma todo su significado, es necesario proporcionar los medios para llevar a cabo actividades de cualquier naturaleza, elegidas con total autonomía.

2. Promover transiciones: individuales (cambio de ocupación, cambios en la vida personal) y colectivas (transiciones sociales y ecológicas).

3. Modernizar y reforzar la protección social.

#### **5. La economía solidaria. Utopía de lo posible**

Jordi Estivill

Este artículo intenta reflexionar sobre esta utopía de lo posible que propone la economía solidaria. La dimensión utópica de la economía solidaria tiene sus raíces en el Renacimiento, cobra fuerza en el siglo XIX y reaparece los últimos veinte años del siglo XX por distanciamiento de la economía social tradicional. Esta dimensión utópica se constituye como un horizonte de lo posible que se aleja a medida que nos acercamos a ella. Es una utopía que sirve para poner en marcha miles de experiencias surgidas en muchas partes y dirigidas a construir una nueva forma de concebir la sociedad y la economía. Es una utopía de lo posible que quiere convertirse en *Eutopía*, porque quiere tener un lugar entre los actores que desean transformar el mundo.

#### **6. ¿Una nueva utopía productiva? Economía colaborativa, ética contextual y crítica social**

Marc Zune, Matthieu de Nanteuil

Las formas de actividad que comprende la etiqueta de economía colaborativa son heterogéneas, pero son defendidas por sus protagonistas como portadores de nuevas utopías. El análisis propuesto apunta a categorizar esta variedad a través de tres



formas (denominadas producción cooperativa, servicios bajo demanda y uso compartido), y para demostrar que se basan en bases normativas específicas. Este análisis nos permite destacar las cuestiones renovadas vinculadas con la justicia en estos nuevos contextos de trabajo y abogar por una ética contextualizada que reclame nuevas modalidades de intervención pública ajustadas a plurales normas de justicia.

## **7. ¿Todos contribuyentes? ¡Hacia una sociedad multiactiva!**

Bernard Fusulier, Chantal Nicole-Drancourt

El concepto de sociedad multiactiva nos remite a un nuevo tipo de régimen de actividad. El antiguo, en el nos encontramos en el momento actual, se caracteriza por ir respaldado por un único referente en la definición del concepto de actividad: el empleo. Este referencial de organización del régimen de actividad ha permitido construir la sociedad salarial. Sin embargo, en el momento contemporáneo este referencial ha mostrado sus límites en un contexto estructural y cultural en profunda mutación. Ante la necesidad de un giro real, los autores proponen, desde una perspectiva de género, un escenario alternativo de organización social: la sociedad multi-activa, anclada en prácticas individuales e institucionales innovadoras puestas ya en marcha. Se trata de replantearse las lógicas de funcionamiento social para así reconocer la contribución de cada persona a las actividades productivas tanto de bienes comunes como de bienestar, sin que se distribuya en función del género.